



Nations Unies



INTOSAI

# Rapport

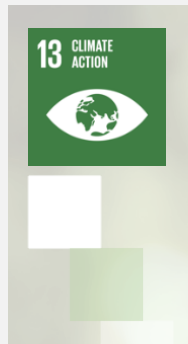
## 26<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI

Mise en œuvre de l'ODD 13 sur l'action climatique :  
Rôle, contribution et expérience des institutions  
supérieures de contrôle des finances publiques  
(ISC)

16 au 18 avril 2024, Vienne



iStock@  
SakornSukkasemsakorn



Le présent rapport rend compte du 26<sup>ème</sup> Symposium conjoint ONU/INTOSAI, qui s'est tenu du 16 au 18 avril 2024 à Vienne, en Autriche, sur le thème intitulé « Mise en œuvre de l'ODD 13 sur l'action climatique : Rôle, contribution et expérience des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) ». Le Symposium a été organisé conjointement par la Division des institutions publiques et du gouvernement numérique du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DPIDG/UNDESA) et l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).

Pour plus d'informations sur la réunion, veuillez consulter :

- <https://publicadministration.desa.un.org/fr/node/2676>
- <https://www.intosai.org/fr/actualites/detail/26th-un-int-symposium-2024.html>

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies et de l'INTOSAI.





## Table des matières

Contexte et objectifs .....	3
Les ISC et l'action climatique : Points forts du discours d'ouverture .....	6
Sous-thème 1 : Pratiques des ISC en matière d'audit de l'impact du changement climatique .....	8
Panel 1 .....	9
Panel 2 .....	11
Panel 3 .....	14
Sous-thème 2 : Créer les conditions pour l'audit de l'action climatique .....	17
Sous-thème 3 : Renforcer l'action climatique – Impacts des audits sur le changement climatique.....	22
Groupe spécial sur l'audit de l'action nationale en faveur du climat dans les petits États insulaires en développement (PEID) .....	27
Adoption des conclusions et recommandations .....	31
Conclusions.....	31
Recommandations.....	32
Annexes.....	37
• Ordre du jour .....	37
• animateurs et présentateurs.....	40
• Participants inscrits.....	42





## Contexte et objectifs

Le 26<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI sur « **La mise en œuvre de l'ODD 13 sur l'action climatique : Rôle, contribution et expérience des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC)** » s'est tenu du 16 au 18 avril 2024 aux Nations Unies à Vienne. Le Symposium a été organisé dans le cadre de la collaboration de longue date entre l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES de l'ONU) par l'intermédiaire de sa Division des institutions publiques et du gouvernement numérique (DPIDG). Des symposiums conjoints ONU/INTOSAI sont organisés régulièrement depuis 1971.

Le Symposium a réuni plus de 200 participants de plus de 80 ISC pour aborder l'un des défis mondiaux les plus pressants de notre époque : la crise climatique et la façon dont les ISC peuvent contribuer à la mise en œuvre de l'ODD 13 sur l'action climatique. Les discussions ont porté sur l'éventail des pratiques et des expériences des ISC dans la réalisation d'audits liés au climat, sur les conditions favorables à l'audit de l'action climatique et sur les impacts des contrôles du changement climatique. Parmi les sujets abordés figuraient l'analyse des cadres juridiques et des objectifs, l'évaluation de l'action climatique nationale, les stratégies d'atténuation et d'adaptation, l'audit des implications financières des pays qui ne respectent pas les objectifs convenus et les coûts de l'inaction. Les discussions de toutes les sessions ont cherché à refléter les différents points de vue et niveaux de développement des régions de l'INTOSAI. En outre, un suivi des contributions des ISC aux ODD a également fait partie des échanges entre les ISC participantes.

L'ordre du jour détaillé ainsi que les listes des modérateurs, des présentateurs et des participants au Symposium sont inclus dans les Annexes. Les discours d'ouverture prononcés par des représentants de haut niveau de la DAES de l'ONU et de l'INTOSAI ont encadré le thème et les trois sous-thèmes du Symposium. En outre, une session spéciale sur le thème « L'audit de l'action climatique nationale dans les petits États insulaires en développement (PEID) » s'est concentrée sur les expériences des ISC en matière d'audit du changement climatique dans les PEID.

Le Symposium a été officiellement ouvert par la **Secrétaire générale de l'INTOSAI**, Margit Kraker, et le **Président du Comité directeur de l'INTOSAI**, Bruno Dantas. Tous deux ont exprimé leur satisfaction que le Symposium ait pu se tenir en personne pour la première fois après la pandémie de COVID-19, car le dialogue en face à face est irremplaçable. Des remerciements particuliers ont été adressés aux



Nations Unies, en tant que co-organisateur de ce Symposium, pour leur excellente coopération dans l'organisation de l'événement.

La Secrétaire générale de l'INTOSAI a souligné que la lutte contre le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre époque et qu'elle nous concerne tous. Il est urgent d'agir et les ISC ont un rôle important à jouer en encourageant les gouvernements nationaux à mettre en œuvre des politiques climatiques efficaces, en assurant la transparence et la responsabilité et en veillant à ce que les fonds publics soient utilisés de manière efficace. Les ISC peuvent contribuer à la lutte contre le changement climatique en auditant les mesures prises dans ce domaine et l'utilisation efficace des ressources naturelles. Depuis plus de 70 ans, l'INTOSAI encourage l'échange d'expériences en matière d'audit et le développement de méthodologies d'audit.

Dans son message vidéo, M. Li Junhua, **Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales des Nations Unies**, a souligné l'excellente collaboration entre le DAES de l'ONU et le Secrétariat général de l'INTOSAI dans la préparation du Forum. Il a souligné l'actualité du thème du Symposium et le rôle essentiel que les ISC peuvent jouer dans l'évaluation de la performance de l'action des gouvernements en matière de changement climatique, notamment en ce qui concerne la gouvernance, les politiques et le financement. Il a attiré l'attention sur les défis particuliers auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement dans la lutte contre le changement climatique.

#### Sous-thème 1 :

#### Pratiques des ISC en matière d'audit de l'impact du changement climatique.

- Dans le sous-thème 1, les ISC ont présenté leurs expériences dans la réalisation d'audits liés au climat sur les politiques climatiques, la gouvernance et les finances dans trois groupes de discussion. Les aspects examinés comprenaient les approches méthodologiques, l'objectif et la portée des travaux d'audit des ISC, ainsi que des exemples concrets d'audits. Des expériences régionales ont également été partagées.

#### Sous-thème 2 :

#### Créer les conditions pour l'audit de l'action climatique.

- Le sous-thème 2 s'est concentré sur les sujets liés au changement climatique dans la planification des audits, les besoins en matière de renforcement des capacités et



les initiatives internationales et régionales visant à soutenir le travail des ISC sur le changement climatique. Cette session a également permis de réfléchir à la manière de faire progresser les audits sur le changement climatique afin de renforcer la contribution des ISC à la mise en œuvre, au suivi et à l'examen de l'ODD 13.

### **Sous-thème 3 :**

#### **Renforcer l'action climatique - Impacts des audits sur le changement climatique.**

- Le sous-thème 3 a présenté les ISC ayant une expérience en matière d'audits liés au climat (couvrant les aspects de l'adaptation au climat, de l'atténuation du climat, ou les deux), dont les représentants ont présenté les impacts de leurs audits sur les stratégies nationales, les politiques et les dispositions institutionnelles.

### **Groupe spécial**

#### **Auditer l'action nationale en faveur du climat dans les petits États insulaires en développement (PEID)**

- Le Groupe spécial sur l'audit des mesures de lutte contre le changement climatique dans les petits États insulaires en développement (PEID) a mis en lumière les expériences des ISC opérant dans les PEID – en particulier leurs audits du changement climatique, leurs besoins, les défis auxquels elles sont confrontées ainsi que les possibilités de les relever.

Le dernier jour du Symposium, un document final orienté vers l'action et contenant des conclusions et des recommandations a été examiné et approuvé par tous les participants.

La suite de ce rapport développe les questions discutées lors du Symposium et certains des messages clés issus des discussions. Il est organisé par thèmes. Certains thèmes et questions qui ont été mentionnés dans plus d'une session ne sont repris qu'une seule fois afin d'éviter les répétitions. Toutes les présentations et tous les documents de la réunion sont disponibles sur le site Internet de l'INTOSAI, à l'adresse <https://www.intosai.org/fr/event/2024-26-symposium.html>.



## Les ISC et l'action climatique : Points forts du discours d'ouverture

Le Rapport sur l'écart d'émissions 2023 du Programme des Nations Unies pour l'environnement<sup>1</sup> montre qu'il existe un écart important entre les réductions d'émissions qui résulteraient des engagements nationaux existants, tels que reflétés dans les contributions déterminées au niveau national (CDN), et ce qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif 1,5C de l'Accord de Paris de 2015. Les pays qui sont parties à l'Accord de Paris soumettront des rapports de transparence bisannuels en 2024, tandis que les nouvelles CDN seront soumises en 2025. Dans l'ensemble, de nombreux pays ne sont pas en voie d'atteindre leurs objectifs actuels de réduction des émissions, ce qui rend les besoins d'adaptation au climat plus urgents. La présentation de la prochaine série de CDN sera un test clé de l'approche « à cliquet » de l'Accord de Paris, selon laquelle les pays sont censés rehausser l'ambition de leurs mesures d'atténuation au fil du temps.

Différents critères peuvent être utilisés pour identifier les principaux points d'entrée pour l'audit de l'action nationale en matière de changement climatique. Les domaines pertinents pour l'évaluation de la politique d'atténuation peuvent être identifiés par secteur (si les politiques s'attaquent aux émissions les plus importantes par secteur), par potentiel de solution et rentabilité, et en utilisant des scénarios et des projections futurs. Pour l'adaptation au changement climatique, les domaines pertinents peuvent être identifiés en examinant les besoins et les coûts d'adaptation futurs, en fonction de l'orientation actuelle des politiques et, éventuellement, des groupes vulnérables de la société, ainsi que des solutions d'adaptation.

Il est nécessaire d'élargir les limites du système pour l'évaluation de l'action climatique, en s'éloignant des évaluations de politiques uniques. Il existe plusieurs points d'entrée pour réaliser progressivement des évaluations plus systémiques, notamment l'évaluation des combinaisons de politiques et des liens entre les politiques, la réalisation d'évaluations portant sur l'ensemble de l'économie et l'élargissement des « objectifs » examinés, notamment en examinant les objectifs d'atténuation et d'adaptation en combinaison ou en élargissant l'analyse aux synergies et aux compromis avec les ODD. Par exemple, les investissements dans l'atténuation devraient être résilients face aux changements climatiques futurs. Il

---

<sup>1</sup> Broken Record – « Les températures atteignent de nouveaux sommets, mais le monde ne parvient pas à réduire les émissions (une fois de plus) », Rapport sur l'écart d'émissions 2023 <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/43922/EGR2023.pdf?sequence=3&isAllowed=y>





existe également des synergies et des compromis potentiels entre l'atténuation et l'adaptation. Les liens entre les deux sont de plus en plus pris en compte, car moins les ressources consacrées à l'atténuation sont importantes aujourd'hui, plus les ressources nécessaires à l'adaptation le seront plus tard. Une étude récente de l'Institut de l'environnement de Stockholm (SEI) examine la manière dont les CDN abordent d'autres objectifs et prennent en compte les actions inter-ODD .

À mesure que le champ d'application de l'évaluation climatique s'élargit, passant de politiques uniques à des objectifs multiples et à des stratégies de transformation, des critères d'évaluation plus larges sont nécessaires. Les rapports mondiaux sur le développement durable (Global Sustainable Development Reports – GSDR) 2019 et 2023, qui identifient les capacités essentielles à la transformation (par exemple, la prévoyance et la planification à long terme, l'orientation stratégique, l'engagement du public), fournissent des points d'entrée généraux.

L'une des principales causes des lacunes en matière de politique climatique et de mise en œuvre est le manque de cohérence des politiques. Des rapports récents, tels que le « Production Gap Report 2023 »<sup>2</sup> et le rapport « Towards EU climate neutrality. Progress, policy gaps and opportunities »<sup>3</sup> sont des ressources utiles et fournissent des exemples d'évaluation de la cohérence des politiques pour les objectifs d'atténuation du changement climatique.

Dans l'ensemble, certains des besoins urgents en matière d'évaluation de la politique climatique sont, entre autres, de déterminer si les politiques et les mesures sont à la hauteur de l'ambition des objectifs fixés, d'évaluer la cohérence des politiques entre les secteurs et de renforcer les capacités en vue des transitions climatiques. Il peut y avoir des compromis entre la rapidité d'action et des processus démocratiques solides, et à cet égard, il est essentiel de garantir la transparence, la responsabilité et un engagement public adéquat.

Alors que l'Accord de Paris est mis à l'épreuve et que les demandes de transparence et de responsabilité en matière de climat augmentent, les ISC peuvent jouer un rôle

---

<sup>2</sup> « Production Gap Report 2023 », publié par l'Institut de l'environnement de Stockholm et le Programme des Nations unies pour l'environnement,  
[https://productiongap.org/wp-content/uploads/2023/11/PGR2023\\_web\\_rev.pdf](https://productiongap.org/wp-content/uploads/2023/11/PGR2023_web_rev.pdf)

<sup>3</sup> Vers la neutralité climatique de l'UE. « Progress, policy gaps and opportunities, Assessment Report 2024 » publié par le Conseil consultatif scientifique européen sur le changement climatique,  
<https://climate-advisory-board.europa.eu/reports-and-publications/towards-eu-climate-neutrality-progress-policy-gaps-and-opportunities>

crucial. Il est important de créer des écosystèmes de responsabilité solides pour la politique climatique et les ODD, en impliquant diverses parties prenantes. À cet égard, la collaboration entre les ISC, la communauté scientifique et les organismes d'experts en matière de climat, tels que les conseils climatiques, est importante.

Plus de 20 Conseils nationaux du climat existent dans le monde à partir de 2024. Dans le cas de la Suède, la mission du Conseil suédois du climat est d'évaluer si la politique générale est compatible avec les objectifs climatiques fixés par le gouvernement et le Parlement. Le Conseil suédois du climat joue un rôle dans le système plus large de responsabilité pour l'action climatique en fournissant des outils (par exemple, <https://app.climateview.global/v3/public/board/48023530-bb99-4a82-a00e-c9e7aad71f5d>), en partageant des informations avec d'autres institutions et en évaluant les capacités critiques pour la transition climatique.



*Conseil suédois de la politique climatique*

## Sous-thème 1 :

### Pratiques des ISC en matière d'audit de l'impact du changement climatique

Le sous-thème 1, à savoir « Auditer l'impact du changement climatique », présentait l'expérience des ISC en matière d'audit du changement climatique. Il visait à promouvoir le partage des expériences des ISC avec l'ensemble de la communauté des ISC, afin de favoriser leur interaction avec d'autres ISC qui s'intéressent aux questions liées au changement climatique.



## Panel 1

Après la déclaration liminaire de la Cour des comptes européenne, les interventions des ISC de Chine, de Croatie et de Madagascar ont montré les points communs et la diversité des expériences en matière d'audit du changement climatique. La discussion en séance plénière a débuté par un commentaire de l'ISC d'Autriche.

Dans sa déclaration liminaire, la **Cour des comptes européenne (CCE)** a soulevé la question de savoir quelles politiques climatiques sont les plus efficaces en termes de rapport coût-efficacité. Les financements liés au climat contribuent efficacement aux stratégies d'atténuation du changement climatique, mais des fonds supplémentaires sont nécessaires. Des objectifs climatiques ambitieux sont fixés et des annonces sont faites, mais lorsqu'il s'agit de financement, la situation est très différente : Pour la période de 2021 à 2027, l'UE devrait consacrer au total 30 % de son budget à l'action climatique ; le pourcentage correspondant équivaut à moins de 90 milliards d'euros par an, alors qu'il faudrait 1.000 milliards d'euros par an pour parvenir à des émissions nettes nulles.

Le financement devient de plus en plus important lorsqu'il s'agit d'auditer les objectifs de l'action climatique. L'UE s'est fixé des objectifs climatiques de plus en plus ambitieux – tels que l'augmentation de l'efficacité énergétique et de la part des énergies renouvelables – mais cela doit se traduire par des actions suffisantes et les ISC doivent examiner les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs, y compris avec le soutien des climatologues. La transition énergétique revêt une importance particulière dans le cadre de l'objectif global visant à dissocier les émissions de gaz à effet de serre de la croissance économique. Dans l'UE, la récession économique provoquée par la pandémie a eu un effet significatif sur la réalisation des objectifs climatiques pour 2020. En ce qui concerne la fiabilité des travaux liés au climat, l'efficacité, la transparence et la responsabilité de l'action en matière de changement climatique doivent être renforcées. En outre, pour faire face aux effets du changement climatique, la qualité et la fiabilité des données sont des domaines cruciaux, mais souvent sous-estimés.

L'**ISC de Chine** a souligné l'impact du changement climatique sur la stabilité financière et la façon dont le changement climatique a également un impact sur les institutions. Des expériences sur la manière dont les auditeurs publics intègrent les considérations climatiques dans les audits des institutions financières en Chine ont été partagées.



**L'ISC de Croatie** a expliqué qu'en raison de la taille relativement petite de son pays et de sa puissance économique, la Croatie ne peut apporter qu'une faible contribution à la réduction mondiale des émissions de gaz à effet de serre, alors qu'elle subira de plein fouet les effets du changement climatique. Le rôle actif des ISC dans la sensibilisation aux menaces du changement climatique pour la société et la nécessité d'intégrer le concept d'adaptation au climat dans les politiques ont été soulignés comme étant importants pour faire face aux vulnérabilités liées au changement climatique. Le Plan national d'adaptation au changement climatique aide le gouvernement à entreprendre des actions concrètes basées sur des documents stratégiques, et les activités liées au changement climatique ont été intégrées dans certaines stratégies sectorielles. Comme l'a conclu l'ISC de Croatie, la planification de l'adaptation se heurte toutefois à l'absence de calendriers et de jalons.

Une expérience d'audit similaire a été partagée par l'**ISC d'Autriche**, qui a identifié de nombreuses faiblesses dans le cadre juridique national et la gouvernance, ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action sur le climat. L'ISC a relevé un manque de définition des responsabilités en matière de mise en œuvre de l'action climatique dans les agences gouvernementales. Elle a également souligné les implications financières substantielles de l'incapacité de l'Autriche à atteindre les objectifs climatiques de l'UE à l'avenir, étant donné que le pays devra acheter des quotas d'émission. En général, les déficiences telles que le manque de définitions précises et d'objectifs mesurables entravent l'évaluation de l'action climatique par les ISC.

**L'ISC de Madagascar** a présenté des audits de performance des mécanismes de soutien visant à améliorer la production de riz, en tenant compte de défis tels que la pénurie d'eau et l'érosion des sols. Les recommandations portaient notamment sur l'amélioration de l'allocation des ressources, le reboisement et l'adaptation des pratiques agricoles au changement climatique, y compris la sélection de semences plus résistantes au climat. Comme l'a montré l'audit de l'ISC sur l'efficacité du plan d'action d'adaptation au changement climatique pour la biodiversité et la sylviculture, l'efficacité des actions des gouvernements est cruciale. En outre, l'importance de la formation et du renforcement des capacités des auditeurs a été soulignée. Dans le cas présent, les auditeurs ont été spécialement formés pour effectuer des audits dans le domaine de la biodiversité.



### *Encadré 1. Expériences partagées en matière d'audit de l'impact du changement climatique*

**La Cour des comptes européenne (CCE) a** souligné la nécessité d'améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilité des mesures de lutte contre le changement climatique. La qualité et la fiabilité des données sont essentielles pour lutter contre le changement climatique. Étant donné que le financement public associé devient de plus en plus important, le suivi des objectifs de l'action climatique doit être prioritaire. En outre, il est important de partager les expériences et les enseignements tirés et de favoriser la collaboration en matière d'audit de l'action climatique.

L'**ISC de Chine** a souligné l'impact du changement climatique sur la stabilité financière et la façon dont le changement climatique a également un impact sur les institutions.

L'**ISC de Croatie** a souligné le rôle clé des ISC dans la sensibilisation à l'impact du changement climatique et à la nécessité d'intégrer l'adaptation au climat dans les politiques afin de remédier aux vulnérabilités de l'environnement, de l'économie et de la société face au changement climatique.

L'**ISC de Madagascar** a souligné la nécessité d'auditer les plans d'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, l'ISC a souligné que la formation et le renforcement des capacités des auditeurs sont des facteurs de réussite importants.

## Panel 2

Les interventions des ISC de France, d'Inde, d'Angola et de Somalie ont montré les points communs et la diversité des expériences dans ce domaine. La discussion a débuté par un commentaire de l'ISC d'Estonie qui a illustré les différents défis auxquels les ISC sont confrontées, tels que la complexité et l'interconnexion de l'environnement, les effets du changement climatique sur la société et les personnes, et le rôle de l'économie.

L'**ISC de France** a présenté sa méthodologie d'audit approfondi basée sur les normes internationales pour les ISC (ISSAI) avant de se concentrer sur son rapport public annuel sur l'adaptation au changement climatique, qui fournit une analyse de l'état actuel et des défis futurs des mesures d'adaptation au changement climatique en



France. Pour cet audit, l'ISC a fait appel à une expertise externe et le rapport a bénéficié de contributions de toutes les Cours des comptes françaises - nationales et régionales. L'action publique est confrontée à plusieurs défis en matière d'adaptation au changement climatique, notamment le manque de coordination entre les différents niveaux de gouvernement et les parties prenantes, la garantie d'un financement durable et l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans des cadres politiques plus larges. Le rapport souligne qu'il est essentiel que le grand public soit informé pour que l'adaptation au changement climatique soit couronnée de succès. Une communication efficace est nécessaire pour que le public comprenne et soutienne les mesures d'adaptation au climat, ce qui, à son tour, garantit que ces mesures sont effectivement mises en œuvre et approuvées par toutes les parties prenantes.

**L'ISC d'Inde** a souligné que le scénario du changement climatique est une situation décisive pour toutes les parties prenantes et que les ISC doivent contribuer à promouvoir la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance dans le domaine des mesures nationales d'atténuation et d'adaptation. Les auditeurs étant confrontés à de multiples défis, l'utilisation de nouvelles technologies et de nouveaux outils peut constituer un facteur de levier. L'approche de l'ISC de l'Inde en matière d'audit environnemental est globale et adaptative, et s'attaque à des problèmes importants tels que la fiabilité des données, les contraintes de capacité et la nécessité de recourir à des méthodes interdisciplinaires. En intégrant les audits de la finance climatique, en développant la technologie et en promouvant les meilleures pratiques et la comptabilité environnementale, l'ISC d'Inde vise à améliorer l'efficacité de ses audits. En outre, l'engagement avec les parties prenantes et les gouvernements est essentiel pour encourager la responsabilité et garantir que le financement du climat contribue au développement durable. La voix collective des ISC, soutenue par des organismes tels que le Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale (WGEA), joue un rôle crucial dans l'avancement des normes et des pratiques mondiales en matière d'audit d'environnement.

**L'ISC d'Angola** a souligné son rôle proactif dans la promotion de l'ODD 13, reflétant son engagement à relever les défis mondiaux urgents et à promouvoir la durabilité environnementale. Grâce à des partenariats stratégiques, à des initiatives de renforcement des capacités et à une approche proactive de l'audit, l'ISC Angola s'est positionnée en tant que contributeur à l'effort mondial de lutte contre le changement climatique, comme en témoigne sa participation à des audits coordonnés et à des programmes de formation technique. La création par l'ISC Angola de sections dédiées aux audits de performance et aux audits environnementaux reflète



également son engagement à encourager la responsabilité, à améliorer les politiques et à promouvoir le développement durable.

L'approche de l'**ISC de Somalie** en matière de lutte contre le changement climatique est multiforme et comprend des initiatives gouvernementales stratégiques et des mécanismes de contrôle solides. La Somalie est confrontée à d'importants défis liés au climat, aggravés par des décennies de conflits civils qui ont rendu la majorité de la population vulnérable aux changements environnementaux et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Toutefois, le gouvernement fédéral de la Somalie s'est engagé à s'attaquer au changement climatique par le biais d'initiatives stratégiques, notamment la création d'un ministère spécialisé et l'utilisation de mécanismes de financement internationaux par l'intermédiaire du « Green Climate Fund » (Fonds vert pour le climat) et des partenaires de développement. L'ISC de Somalie joue un rôle crucial en assurant la transparence et la responsabilité dans la mise en œuvre des interventions liées au changement climatique, comme en témoignent les audits en cours des projets financés par la Banque mondiale visant à améliorer les moyens de subsistance et la résilience des communautés vulnérables.

Selon l'**ISC d'Estonie**, une législation-cadre nationale efficace sur le climat joue un rôle essentiel dans la traduction d'objectifs climatiques ambitieux en mesures tangibles. Selon l'ISC, deux aspects sont essentiels à la réussite d'une législation-cadre sur le climat : l'établissement d'une voie claire vers la réalisation des objectifs climatiques et la prise en compte des questions de coût-efficacité dans l'action climatique.

*Encadré 2. Échange d'expériences sur la manière d'accroître la valeur ajoutée de l'audit du changement climatique*

**L'ISC de France** évalue son audience et suit la réception de ses rapports sur le changement climatique dans les médias afin de mesurer la qualité de son travail. La qualité du débat public dépend d'un public bien informé. L'ISC s'attache à informer le public et les décideurs sur la cohérence des politiques et la nécessité d'articuler une stratégie qui précise les moyens de mise en œuvre et de financement nécessaires à l'action climatique.



**L'ISC d'Inde** a un mandat étendu et publie une liste de mesures correctives basées sur les recommandations d'audit. Le portefeuille d'audits stratégiques et les plans d'audits stratégiques comprennent l'évaluation de l'existence d'un cadre stratégique au sein des gouvernements. Les ISC ont besoin d'un tel cadre stratégique pour auditer les questions liées au changement climatique.

**L'ISC d'Angola** contribue aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique par le biais de partenariats stratégiques, d'initiatives de renforcement des capacités et d'une approche proactive de l'audit climatique, illustrée par sa participation à des audits coordonnés et à des programmes de formation technique, ainsi que par la mise en place d'unités spécialisées dans les audits de performance et les vérifications environnementales.

**L'ISC de Somalie** opère dans un contexte de défis climatiques importants, mais elle s'est néanmoins engagée à travailler avec des partenaires de développement et a intégré les audits de performance dans son plan stratégique.

### Panel 3

Le Panel 3 s'est concentré sur l'échange d'expériences supplémentaires des ISC en matière d'audit du changement climatique. Les interventions des ISC du Paraguay, du Royaume-Uni, de l'Indonésie et du Portugal ont abordé des thèmes liés au changement climatique et ont montré les points communs et la diversité des expériences d'audit dans ce domaine. La discussion a débuté par un commentaire de l'ISC du Maroc. Les principaux thèmes abordés ont été les rapports sur le développement durable dans le secteur public et l'audit climatique en tant que concepts clés et moteurs essentiels. Le cercle vicieux des incendies de forêt et de la désertification, qui est lié au changement climatique et exacerbe le réchauffement de la planète, a également été abordé.

Comme l'a expliqué **l'ISC de Paraguay**, le Paraguay partage avec le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay le plus grand réservoir d'eau douce du monde (l'aquifère Guarani), qui est essentiel au maintien des activités économiques, d'autant plus que le changement climatique intensifie la vulnérabilité des ressources en eau. Le Paraguay ayant le plus grand nombre de stations-service par habitant de la région, un contrôle et une réglementation stricts sont nécessaires pour protéger les ressources naturelles. En 2021, les citoyens se sont mobilisés pour lutter contre les effets des





stations-service sur l'environnement et la santé. En collaboration avec SAI Paraguay, ils ont déposé des plaintes et une étude scientifique mettant en évidence la contamination de l'eau. Cet activisme a donné lieu à un atelier de formation en avril 2023, qui a débouché sur la mise en place d'une table ronde avec la participation des citoyens pour discuter d'une réglementation complète des stations-service. En réponse à ces préoccupations, l'ISC Paraguay s'est engagée à préparer un rapport technique pour traiter les questions soulevées, montrant ainsi une réponse efficace aux préoccupations environnementales et de santé publique. À la suite de la publication de ce rapport, une suspension de cinq ans des autorisations de construction de nouvelles stations-service dans les zones urbaines a été annoncée. En outre, un groupe de travail interinstitutionnel a été formé pour assurer une réglementation et une protection efficaces de l'environnement et de la santé publique.

**L'ISC du Royaume-Uni** a rappelé la nécessité d'une action gouvernementale ambitieuse pour lutter contre le changement climatique, ainsi que la complexité et l'incertitude qui doivent être prises en compte dans les plans. Un contrôle et une responsabilité efficaces sont essentiels dans la lutte contre le changement climatique. Le National Audit Office (NAO) joue un rôle essentiel dans l'audit des dépenses et des initiatives gouvernementales liées à l'action climatique. Parmi les problèmes identifiés par le NAO figurent les objectifs sans plans et la nécessité d'une plus grande participation du public. L'ISC doit également développer l'expertise de son personnel.

Le Trésor britannique a publié des lignes directrices pour l'établissement de rapports sur le développement durable par les entités publiques. Afin de fournir une assurance sur les rapports du gouvernement, le NAO mettra en place une équipe spécialisée dans les rapports sur la durabilité. Il s'agit toutefois d'un défi pour l'ISC, car il est difficile d'attirer des personnes possédant les compétences requises, compte tenu des différences de salaires avec le secteur privé. En outre, ce qui se passerait si le NAO trouvait des problèmes dans les informations publiées par le gouvernement n'est pas clair à l'heure actuelle.

**L'ISC d'Indonésie** a souligné que les ISC jouent un rôle essentiel en tenant les gouvernements et les institutions responsables de leurs actions et de leurs engagements liés aux impacts du changement climatique. Grâce à des audits et des évaluations efficaces, les ISC garantissent la transparence et l'efficacité des politiques et des actions gouvernementales en matière de climat. L'ISC d'Indonésie a intégré les considérations relatives au changement climatique dans son plan d'audit stratégique, conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les



changements climatiques (CCNUCC). L'ISC s'est concentrée sur les efforts d'atténuation et d'adaptation. La stratégie d'audit donne la priorité aux secteurs qui contribuent de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre et qui sont essentiels pour renforcer la résilience climatique nationale et le développement durable. L'un de ces secteurs est celui de l'énergie, qui est responsable de 56 % des émissions de gaz à effet de serre. Depuis 2019, l'ISC a réalisé six audits liés à la transition énergétique, axés sur l'atténuation. Les audits ont débouché sur une réglementation gouvernementale visant à réduire les émissions, à développer les énergies renouvelables et à élaborer un cadre de financement pour la transition énergétique.

**L'ISC du Portugal** a expliqué que la désertification, c'est-à-dire la dégradation des sols sous l'effet du changement climatique et de l'activité humaine, met en péril 58 % de la superficie du pays. Ce risque est amplifié par les fréquents incendies de forêt et de campagne, qui ont des effets néfastes sur la biodiversité et les ressources en eau. L'ISC du Portugal a audité le Programme d'action national de lutte contre la désertification et les mesures de prévention et d'extinction des incendies de forêt. Par ailleurs, elle a collaboré avec l'ISC d'Espagne sur des questions connexes et évalue actuellement l'efficacité de la gestion de l'eau dans le contexte du changement climatique. Les audits ont mis en évidence des faiblesses importantes dans la mise en œuvre des programmes environnementaux, des difficultés dans la coordination et l'opérationnalisation de ces programmes, et des défis dans la coopération entre les entités. Ces difficultés augmentent le risque de non-respect des engagements internationaux en matière d'environnement, en particulier de l'ODD 15 concernant la neutralité de la dégradation des terres (cible 15.3).

**L'ISC du Maroc** considère le changement climatique comme un sujet de contrôle prioritaire et a mis l'accent sur les travaux relatifs à l'ODD 13 en réalisant des contrôles visant à identifier les mesures gouvernementales correspondantes. Dans ce contexte, l'ISC a évalué l'impact du changement climatique sur l'agriculture, à savoir dans quelle mesure l'agriculture, qui constitue l'épine dorsale de l'économie marocaine, a été affectée par le changement climatique en raison de l'augmentation des températures, de la sécheresse et de la pénurie d'eau. Cet audit a permis de sensibiliser les décideurs politiques à l'élaboration de programmes visant à atténuer le changement climatique et à soutenir les agriculteurs. L'ISC du Maroc a également appelé à une bonne gouvernance et à une stratégie claire pour faire face aux conséquences du changement climatique. Dans ce contexte, l'ISC a souligné que toute incidence du changement climatique sur l'agriculture aurait des effets négatifs sur l'économie, ce qui affecterait les investissements et le marché privé. Dans ses conclusions, l'ISC du Maroc a souligné la nécessité d'une meilleure coordination



intergouvernementale et la nécessité pour les ISC de renforcer leurs capacités techniques afin d'effectuer des audits dans les domaines liés au changement climatique.

*Encadré 3. Bonnes pratiques pour l'audit du changement climatique*

**L'ISC du Paraguay** recommande de collaborer avec la société civile pour répondre efficacement aux préoccupations des citoyens en matière d'environnement et de santé publique.

**L'ISC du Royaume-Uni** encourage la collaboration et le partage des connaissances entre les ISC afin de développer les meilleures pratiques pour l'audit des ambitions climatiques du gouvernement et de contribuer à l'établissement de normes complètes en matière de rapports sur le développement durable.

**L'ISC d'Indonésie** a intégré les considérations relatives au changement climatique dans son plan d'audit stratégique, qui se concentre à la fois sur les efforts d'atténuation et d'adaptation et donne la priorité aux secteurs qui contribuent de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre et qui sont essentiels pour renforcer la résilience climatique nationale et le développement durable.

**L'ISC Portugal** a contrôlé le programme d'action national de lutte contre la désertification ainsi que les mesures de prévention et d'extinction des incendies de forêt. Elle considère les audits conjoints avec d'autres ISC comme des facteurs de réussite pour les audits relatifs au changement climatique.

**L'ISC du Maroc** souligne que les ISC doivent maîtriser et apprendre les technologies et disposer des capacités techniques et des fonds nécessaires pour effectuer des audits dans les domaines liés au climat.

## Sous-thème 2 :

### Créer les conditions pour l'audit de l'action climatique

Le sous-thème 2, intitulé « Créer les conditions pour l'audit de l'action climatique », a exploré des questions telles que l'inclusion de sujets liés au changement climatique dans la planification de l'audit, les besoins en matière de renforcement des capacités et les initiatives internationales et régionales visant à soutenir le travail des ISC sur



le changement climatique. Le Panel a également réfléchi à la manière de faire progresser les audits sur le changement climatique et de renforcer la contribution des ISC à la mise en œuvre, au suivi et à l'examen de l'ODD 13. Les présentations de l'IDI et des ISC du Brésil, des Pays-Bas, de l'Égypte, de l'Allemagne et de l'Irak, ainsi qu'un commentaire de l'ISC de Thaïlande ont illustré ce sujet.

**L'initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)** a présenté l'audit coopératif mondial sur les actions d'adaptation au changement climatique (CCAA). Cette initiative mondiale couvre quatre domaines : la réduction des risques de catastrophe, la gestion des ressources en eau, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière, ainsi que la mise en œuvre de plans et d'actions d'adaptation au changement climatique. Les domaines transversaux sont la gouvernance, l'efficacité et l'inclusivité. 48 ISC de toutes les Régions de l'INTOSAI participeront à l'audit en avril 2024.

Dans le cadre de cette initiative, les ISC peuvent réaliser un audit de performance traditionnel d'une entité, d'un programme ou d'un projet lié à l'adaptation au changement climatique, ou un audit visant à examiner la mise en œuvre des objectifs des ODD liés à l'adaptation au climat au niveau national, en utilisant une approche pangouvernementale conformément au modèle d'audit des ODD de l'IDI (ISAM). Des exemples de certains des points d'entrée pour la réalisation d'un audit de l'adaptation au changement climatique avec une approche ODD ont été présentés.

L'IDI soutient le développement des compétences en aidant les auditeurs à mieux comprendre le sujet de l'audit et les méthodologies. L'IDI développera également un profil de compétences pour les auditeurs du secteur public. L'accent doit être mis sur l'évolution des mentalités individuelles et de la culture organisationnelle au sein des ISC.

**L'ISC du Brésil** a présenté l'expérience du ClimateScanner, qui fournit un cadre commun aux ISC pour évaluer les réponses nationales au changement climatique dans trois domaines : la gouvernance, le financement et les politiques publiques. Plus de 100 ISC ont répondu à une enquête mondiale menée par l'ISC Brésil en 2023 dans le cadre de cette initiative. Les résultats de l'enquête ont montré que 50 ISC avaient réalisé au moins un audit lié au climat au cours des cinq dernières années. En ce qui concerne les défis et les besoins en capacités, l'enquête a montré que 61 % des ISC interrogées ont fait état d'un manque d'expérience dans l'application des critères d'audit pertinents et que 58 % ont identifié le manque de données comme étant les défis les plus importants en matière d'audit du changement climatique. Les



ISC interrogées ont identifié le financement du climat et l'application de critères spécifiques comme les domaines où la formation est la plus nécessaire. L'ISC du Brésil apporte un soutien financier et technique aux ISC par le biais d'ateliers de formation régionaux pour l'application de l'outil ClimateScanner. Les premiers résultats du déploiement de l'outil d'évaluation seront présentés lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2024 (CCNUCC COP 29) en novembre 2024 à Bakou, en Azerbaïdjan.

L'ISC du Brésil a également souligné l'importance pour les ISC de travailler sur les transitions énergétiques. Le groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit de l'industrie extractive (WGEI) a mené une enquête sur les transitions énergétiques en 2024. 68 % des 25 ISC interrogées n'avaient pas de méthodologie pour contrôler ce sujet, et 56 % n'avaient pas d'équipe dédiée. L'enquête montre la nécessité de développer l'expertise et les compétences sur les transitions énergétiques.

Après un aperçu de l'action climatique au niveau national, **la Cour des comptes des Pays-Bas** a présenté plusieurs exemples d'audits climatiques réalisés au cours des dernières années, ainsi que certains des enseignements tirés de ces audits. L'ISC a effectué des contrôles sur plusieurs sujets liés au climat, notamment les incitations fiscales pour les voitures électriques (2020), les dépenses climatiques (2023), le stockage du carbone sous la mer du Nord (2024) et les informations sur le CO<sub>2</sub> dans l'administration centrale (à venir en 2024). Ces audits ont permis d'identifier des domaines pertinents pour l'amélioration de l'action nationale en matière de climat.

*Encadré 4. Résultats et impacts pertinents des récents audits climatiques menés par la Cour des comptes des Pays-Bas*

**Incitations fiscales pour les voitures électriques :** L'ISC a constaté que l'incitation fiscale était inefficace (avec un coût de 1.700 dollars par tonne de CO<sub>2</sub> évitée) et a recommandé de revoir l'utilisation des taxes sur les véhicules en tant qu'instrument politique.

**Dépenses liées au climat :** L'ISC a constaté qu'il n'existait pas de définition des dépenses climatiques et de la politique climatique, ni de vue d'ensemble claire et complète des dépenses totales. En outre, elle a constaté des incohérences dans les montants déclarés par ministère. À la suite de l'audit, le gouvernement a clarifié et publié la définition et les règles d'application correspondantes, et fournit désormais des aperçus plus complets et plus cohérents.



**Informations sur les émissions de CO<sub>2</sub> :** L'audit a porté sur la préparation des informations sur les émissions de CO<sub>2</sub> par le gouvernement central. L'ISC a utilisé le cadre GRI pour effectuer cet audit. Elle a constaté qu'il n'existait pas de méthodologie uniforme pour mesurer les émissions de CO<sub>2</sub> par les entités gouvernementales et a recommandé d'améliorer la qualité et la collecte des données.

**Stockage de carbone sous la mer du Nord :** dans une approche prospective, l'ISC a examiné l'efficacité du tout premier projet de captage et de stockage de carbone entrepris par le gouvernement (Porthos). L'audit a conclu que le financement du projet est un moyen efficace d'atteindre l'objectif climatique de 2030.

Sur la base de cette expérience d'audit, la Cour des comptes des Pays-Bas a identifié plusieurs facteurs favorables à l'audit du changement climatique, qui concernent à la fois les auditeurs et les audités. Au niveau de l'auditeur, la compétence de l'équipe, une bonne planification de l'audit, la gestion du projet et de l'audit, ainsi qu'une bonne communication sont des facteurs essentiels. En ce qui concerne l'entité auditée, les facteurs favorables pertinents comprennent, entre autres, la mise en place de normes et d'objectifs/indicateurs politiques intelligents, des structures de gouvernance claires, la clarté et la cohérence des définitions utilisées et des méthodes de mesure, la disponibilité, l'accessibilité et la vérifiabilité des données, une bonne coordination, ainsi que l'ouverture et la transparence.

La stratégie de l'ISC Pays-Bas s'articule autour de quatre priorités fondamentales :

- Premièrement, placer les citoyens au centre des opérations de l'ISC du début à la fin. Par exemple, l'ISC a développé une application pour impliquer le public.
- Deuxièmement, se concentrer sur les ressources et les performances, en mettant l'accent sur les rapports ESG.
- Troisièmement, l'amélioration de l'impact et la promotion de l'apprentissage. Par exemple, pour sélectionner les thèmes d'audit, l'ISC tient compte à la fois des ressources publiques concernées et de l'impact sur les personnes.
- Le quatrième et dernier élément stratégique est la recherche d'une organisation plus flexible et adaptative. Il a été souligné que les ISC doivent adopter un mode de fonctionnement plus entrepreneurial. Le changement de



la culture organisationnelle d'une ISC nécessite une ouverture d'esprit. Pour renforcer les compétences, il faut être prêt à modifier les profils de poste en faveur d'un personnel ouvert, tourné vers l'extérieur et capable d'interagir avec le public. Au lieu de renforcer leurs capacités en interne, les ISC peuvent également établir des partenariats avec d'autres parties prenantes. Par exemple, l'ISC des Pays-Bas a travaillé avec des universités et le bureau du médiateur.

**L'ISC d'Égypte** a souligné l'importance de l'audit du changement climatique et s'est penchée sur certaines des conditions favorables à l'audit de l'action climatique. L'audit du changement climatique nécessite la mise en place de structures de gouvernance solides, y compris des cadres institutionnels et une législation et une réglementation appropriées. Un financement et des ressources financières adéquats sont essentiels, de même que l'accès aux connaissances et à l'expertise technique pertinentes et le renforcement des capacités. La transparence et la divulgation sont également très importantes. Il s'agit notamment de la transparence des actions et des états financiers des gouvernements en matière de climat, ainsi que de la divulgation rigoureuse par les organisations de leurs risques et actions liés au climat. L'ISC d'Égypte a noté que la coopération internationale peut contribuer à faire progresser ces conditions favorables en soutenant le partage des bonnes pratiques, des méthodologies et des données.

**L'ISC Allemagne** a noté que l'Allemagne est en bonne voie pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions pour 2030, mais que les objectifs post-2030 semblent hors de portée. Les mesures nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro net d'ici 2045 sont très coûteuses. L'ISC estime que l'Allemagne ne sera probablement pas en mesure d'atteindre les objectifs sectoriels de l'UE en matière de transport et de construction et qu'elle devra acheter des crédits à d'autres membres de l'UE.

L'ISC a constaté de nombreuses lacunes dans les données à différents niveaux. Il n'existe pas de stratégie globale. Les rapports sont fragmentés et aucun rapport ne donne une image globale de l'action climatique dans le pays.

En ce qui concerne le financement, il n'y a pas de vue d'ensemble des dépenses liées au climat dans le budget national. Le gouvernement n'est pas en mesure d'estimer les coûts liés à la réalisation des objectifs climatiques. À cet égard, l'ISC considère que la budgétisation verte fournit un bon cadre pour évaluer l'action climatique, accroître la responsabilité et aider à définir les priorités nationales en matière d'environnement et de climat. L'ISC a recommandé l'adoption d'un budget vert, et



plus particulièrement d'un système à trois niveaux permettant de classer les postes budgétaires selon qu'ils sont favorables, neutres ou préjudiciables au climat. Ces catégories pourraient être utilisées pour étiqueter le budget ou pour compléter les rapports d'action climatique du gouvernement. Cependant, le gouvernement et le parlement n'ont pas encore répondu positivement à cette recommandation.

L'audit du changement climatique est une priorité pour **l'ISC d'Irak**. Les anciennes infrastructures d'extraction ont des impacts environnementaux importants en Irak, notamment une augmentation significative de l'incidence du cancer et une mauvaise qualité de l'air. L'ISC dispose d'équipes d'experts sur le terrain chargées de contrôler et de surveiller les activités pétrolières et minières et leur impact sur l'environnement. L'ISC est un membre actif du WGEA de l'INTOSAI et du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit de l'industrie extractive (WGEI). Cependant, elle manque de ressources pour réaliser des audits sur le changement climatique. L'ISC commence à travailler sur le changement climatique. Elle a effectué un contrôle des émissions provenant de l'extraction pétrolière et a recommandé de moderniser l'infrastructure extractive afin de remédier aux effets négatifs sur l'environnement et la santé.

Dans son commentaire principal, **l'ISC de Thaïlande** a souligné qu'elle a été activement impliquée dans les questions environnementales au niveau local, par exemple les PM 2,5 dans les grandes villes. Elle a également travaillé avec l'ISC du Vietnam sur les impacts environnementaux dans le bassin commun du Mékong. Dans le cadre de l'initiative CCAA de l'IDI, à laquelle participe l'ISC de Thaïlande, l'équipe d'audit se concentrera sur l'ODD 13 en utilisant l'approche d'audit des ODD. L'ISC vise à développer une analyse d'impact multidimensionnelle, en examinant les impacts économiques, sociaux et environnementaux. L'ISC de Thaïlande a souligné l'importance de la collaboration internationale et le rôle essentiel joué par l'IDI. Elle a proposé de mener des projets de recherche en collaboration afin de renforcer les capacités des ISC dans le domaine du changement climatique.

### Sous-thème 3 :

## Renforcer l'action climatique – Impacts des audits sur le changement climatique

Les ISC de Bulgarie, du Canada, du Pérou, de Finlande et de Lituanie, ainsi que la Cour des comptes européenne, ont fait des présentations sur le sous-thème 3, qui était axé sur le thème intitulé « Renforcer l'action climatique - Impacts des audits





sur le changement climatique ». Les ISC ayant une expérience en matière d'audits liés au climat (couvrant l'adaptation, l'atténuation ou les deux) ont présenté les impacts de leurs audits sur les stratégies, les politiques et les dispositions institutionnelles nationales. L'ISC d'Israël a fait une déclaration liminaire.

**L'ISC de Bulgarie** a présenté deux rapports d'audit sur les stratégies climatiques du gouvernement publiées en 2019 et 2022. L'ISC a examiné les changements survenus après le premier rapport. Cinquante pour cent des recommandations formulées par l'ISC en 2019 n'avaient pas été mises en œuvre après deux ans. L'ISC a procédé à un examen des recommandations non mises en œuvre en 2023. Elle a constaté des faiblesses dans les stratégies existantes, notamment en ce qui concerne la planification, le suivi et l'évaluation, ainsi que les processus d'établissement de rapports. Faisant écho aux constatations faites par les ISC d'autres pays européens lors du Symposium, les défis sont également liés à la répartition des responsabilités entre les entités gouvernementales, au manque de cohérence des objectifs dans les documents politiques et à la nécessité d'améliorer la coordination entre les institutions publiques.

Avec plus de 25 ans d'expérience, **l'ISC du Canada** est l'un des organismes qui a le plus d'ancienneté en matière d'audit climatique. Cela lui permet d'avoir une perspective à long terme sur l'action gouvernementale. L'ISC a tiré huit leçons principales de son travail dans ce domaine :

- (i) la nécessité d'une direction et d'une coordination fortes pour faire progresser la politique climatique ;
- (ii) l'économie canadienne reste tributaire des secteurs à forte intensité d'émissions ;
- (iii) la nécessité de donner la priorité à l'adaptation pour faire face aux effets les plus graves du changement climatique ;
- (iv) le Canada risque de se laisser distancer par d'autres pays en termes d'investissement dans la résilience climatique ;
- (v) la sensibilisation du public est un levier essentiel de progrès ;
- (vi) l'absence de plans d'action pour progresser vers les objectifs climatiques ;
- (vii) la nécessité d'une plus grande collaboration entre tous les acteurs ; et
- (viii) le changement climatique est une crise intergénérationnelle pour laquelle la fenêtre d'action se referme.



En 2018, un audit collaboratif (l'audit climatique canadien) a impliqué les ISC des niveaux fédéral et infranational, et a contribué à renforcer les capacités des bureaux d'audit infranationaux sur ce sujet. L'ISC a également effectué un audit de la Loi canadienne sur la responsabilité en matière d'émissions nettes zéro de 2021, comme l'exige la loi elle-même. L'ISC a constaté de graves lacunes. Elle a notamment constaté que 95 % des 120 mesures incluses dans le plan n'étaient pas assorties d'objectifs de réduction des émissions. Les mesures les plus efficaces en matière de réduction des émissions n'ont pas été identifiées ou classées par ordre de priorité, et des mesures potentiellement efficaces ont été retardées. Les responsabilités en matière de mise en œuvre étaient fragmentées. En outre, les projections relatives aux réductions d'émissions n'étaient pas fiables, car elles reposaient sur des hypothèses trop optimistes.

La **Cour des comptes européenne (CCE)** a constaté que les mesures prises pour atteindre les objectifs climatiques fixés par l'Union européenne étaient insuffisantes. Un audit sur le soutien de l'UE aux biocarburants a révélé que les objectifs pour 2020 n'ont pas été atteints dans de nombreux pays, que les politiques de soutien manquent de stabilité et de prévisibilité et que les économies d'émissions réalisées grâce aux biocarburants ont été surestimées. La CCE constate également que ses audits n'accordent qu'une attention limitée à la transition énergétique. En ce qui concerne l'incidence des audits, la CCE a expliqué qu'elle sélectionnait les sujets d'audit en fonction de leur pertinence future. Les résultats sont communiqués au Parlement européen. Des efforts sont déployés pour communiquer les résultats, avec des contacts réguliers avec la presse et des points de presse ciblés sur les résultats des différents audits. La CCE effectue également des audits de suivi après trois ans.

**L'ISC du Pérou** a modifié sa stratégie afin d'améliorer l'impact de ses activités environnementales. L'ISC a réalisé un audit de performance sur l'action climatique (ODD 13) en 2022. L'audit a révélé des problèmes similaires à ceux mentionnés par d'autres ISC. Suite à la publication du rapport d'audit, l'ISC a organisé des réunions avec les ministères, mais sans grand résultat. L'ISC a donc décidé de changer de cap et de revenir à la réalisation de audits de conformité afin de tirer parti de son avantage comparatif et de sa capacité. Elle a réalisé un audit de conformité axé sur la déforestation, et plus particulièrement sur la manière dont les permis de modification de l'utilisation des terres ont été attribués. L'ISC a mis au jour des cas de corruption dans ce processus, ce qui a donné lieu à des enquêtes sur les fonctionnaires et à l'imposition de sanctions par le ministère public. L'ISC a également examiné les dépenses publiques dans ce domaine et a constaté des niveaux d'exécution budgétaire inférieurs à ceux d'autres domaines politiques. À la



suite de ces travaux, l'ISC participe désormais à la Commission sur la déforestation. L'ISC travaille actuellement à l'élaboration d'un guide environnemental à l'intention des auditeurs.

**L'ISC de Lituanie** a discuté de la manière d'évaluer l'engagement pris par le gouvernement d'atteindre 100 % de marchés publics « verts » d'ici 2023. L'ISC a noté le risque de donner la priorité à la « forme plutôt qu'au fond » en raison du manque de clarté des critères de performance pour les produits « verts », ainsi que le prix plus élevé habituellement demandé par les produits verts. Les orientations réglementaires, les cadres de contrôle solides, ainsi que la formation, le soutien éducatif et l'engagement des parties prenantes ont tous été jugés importants.

Dans son commentaire principal, **l'ISC d'Israël** a souligné les impacts positifs de l'audit sur les risques liés au changement climatique réalisé en 2021 et d'un audit de suivi réalisé en 2024. Au cours du processus d'audit, l'engagement avec les entités auditées a déclenché une action de la part du gouvernement. En outre, le scientifique en chef d'Israël a fait l'éloge des rapports d'audit en tant que ressources clés pour informer l'indice d'évaluation des risques climatiques du pays.

Le président du **Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale (WGEA)** a souligné que des audits sur le changement climatique ont été réalisés depuis 2010 et que nombre d'entre eux sont accessibles via la base de données du WGEA. Le plan de travail actuel du WGEA comprend un pôle sur le climat et la biodiversité, et un pôle sur l'économie verte qui se concentre sur la comptabilité environnementale, les politiques fiscales vertes et les rapports sur la durabilité.

L'expérience des membres du WGEA en matière d'audit lié au changement climatique permet de tirer quelques conclusions essentielles. Dans les audits, les ISC demandent :

- (i) une meilleure gestion des risques et des évaluations d'impact ;
- (ii) une mise en œuvre efficace des politiques et une meilleure prise en compte des coûts ;
- (iii) des rôles plus clairs et une meilleure coordination entre les secteurs et les niveaux de gouvernement ;
- (iv) l'amélioration du suivi et de l'établissement de rapports ; et



- (v) une information plus transparente sur les besoins d'investissement, les dépenses climatiques, la fiscalité et les allègements fiscaux ayant un impact négatif sur le climat.

Les ISC sont également invitées à rendre compte de l'impact de leurs audits. Dans l'ensemble, le WGEA a constaté que les audits ont permis de sensibiliser davantage au changement climatique et d'aider les gouvernements à mieux prendre en compte les risques liés au climat. Les audits ont également facilité l'élaboration de cadres juridiques et amélioré la gestion globale ainsi que la planification, le suivi et l'établissement de rapports sur l'action climatique. En outre, les audits ont contribué à l'intégration de l'action climatique dans différents secteurs.

*Encadré 5. Points forts des audits sur le changement climatique menés par les membres du WGEA*

La base de données du WGEA permet d'accéder aux audits sur le changement climatique et les questions connexes réalisés par ses membres, et favorise le partage des connaissances entre les ISC. Certaines **tendances** peuvent être identifiées dans les audits sur le climat inclus dans la base de données :

- Certains audits portent sur l'ensemble des **politiques d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique** (par exemple, l'action nationale en faveur du climat, la réduction des émissions), tandis que d'autres ciblent des secteurs spécifiques (par exemple, la taxation de l'énergie, les émissions des voitures).
- Il existe **plus d'audits sur l'atténuation du changement climatique que sur l'adaptation**.
- Seules **quelques** ISC établissent un **lien direct** avec les **ODD dans leurs rapports d'audit climatique**.
- **Davantage d'audits** ont été réalisés par des ISC du **Nord global**. Les initiatives actuelles de l'INTOSAI, telles que l'initiative de l'IDI sur un audit mondial coordonné des actions d'adaptation au changement climatique, peuvent contribuer à inverser cette tendance en **soutenant les ISC du Sud global**.



## Groupe spécial sur l'audit de l'action nationale en faveur du climat dans les petits États insulaires en développement (PEID)

Les petits États insulaires en développement (PEID) sont particulièrement touchés par les effets négatifs du changement climatique. Les ISC de ces pays sont confrontées à d'importants défis en ce qui concerne l'évaluation et l'audit de l'action nationale en matière de climat. L'objectif du groupe spécial était de fournir un espace dédié aux ISC de ce groupe de pays afin qu'elles puissent partager leurs expériences et leurs pratiques en matière d'audit du changement climatique entre elles et avec l'ensemble de la communauté mondiale des ISC, afin d'accélérer le renforcement des capacités pour la réalisation des audits liés au climat. Les ISC de la Jamaïque, des Maldives, de Saint-Kitts-et-Nevis et de Sainte-Lucie ont participé à la session spéciale.

Les ISC ont été exposées à différents niveaux aux vérifications environnementales et aux audits relatifs au changement climatique : L'**ISC de Saint-Kitts-et-Nevis** est sur le point de réaliser sa première vérification environnementale sur la mise en œuvre de la planification de l'adaptation au climat. L'**ISC de la Jamaïque** a plus d'expérience et effectue actuellement un audit sur la mise en œuvre des plans d'adaptation au climat, ainsi qu'un examen de l'entité gouvernementale responsable de la préparation aux catastrophes (NEPA). L'**ISC des Maldives** a commencé à réaliser des audits environnementaux il y a trois ans et a rejoint le **WGEA de l'INTOSAI** afin de renforcer ses capacités en matière de vérification environnementale par le biais du partage des connaissances et de la collaboration. Elle a récemment réalisé neuf audits dans des domaines thématiques liés au changement climatique, notamment la gestion des risques de catastrophe, l'approvisionnement en eau, les eaux usées et l'agriculture.

Les ISC des PEID sont confrontées à des défis internes et externes, à la fois en général et en ce qui concerne l'audit du changement climatique. Les facteurs internes comprennent, entre autres, la petite taille des ISC, la difficulté de cultiver une expertise en la matière et des connaissances techniques, y compris sur des sujets non traditionnels tels que le changement climatique, et le manque de ressources financières et humaines, qui empêche les ISC de mener de nombreux audits en même temps et les oblige à établir des priorités drastiques pour les sujets à auditer.



Les défis externes comprennent la petite taille des pays et des économies des PEID, qui se traduit par de petits budgets nationaux ; le manque de capacité des entités gouvernementales ; les conflits d'intérêts potentiels qui découlent du pool limité d'expertise dans les pays ; la dépendance à l'égard des donateurs pour de nombreuses activités de développement ; des cadres budgétaires et comptables sous-développés ; le manque d'application des lois et règlements nationaux ; le manque de capacité de suivi ; et, dans le cas du changement climatique, la fragmentation de l'information et des données nationales, qui sont dispersées entre diverses entités.

Comme dans d'autres petits pays, la taille limitée des ISC des PEID en termes de ressources humaines constitue un obstacle sérieux. Dans la **région CAROSAI**, les ISC comptent entre 5 et 211 employés, dont beaucoup se situent au bas de l'échelle. Par exemple, l'ISC de Saint-Kitts-et-Nevis compte 15 employés ; l'ISC de Sainte-Lucie compte 24 employés, dont 19 sont du personnel technique. L'ISC de Jamaïque est plus importante, avec 211 employés.

Le manque de capacités et de connaissances internes a été mentionné par toutes les ISC du panel comme un défi à relever. La petite taille des ISC se traduit par des contraintes de temps et l'impossibilité de former le personnel sur tous les sujets pertinents. Le personnel peut n'avoir qu'une connaissance de base de la science du climat et des questions climatiques, ce qui le rend incapable d'évaluer les données scientifiques nationales ou la qualité des stratégies gouvernementales. En raison des cadres juridiques existants, certaines ISC éprouvent des difficultés à conserver leur personnel qualifié. Elles n'ont pas le contrôle de leurs ressources humaines, ce qui les expose à former du personnel et à le perdre rapidement au profit d'autres services gouvernementaux.

En ce qui concerne les défis externes, les budgets gouvernementaux limités (souvent limités à la couverture des dépenses récurrentes) se traduisent par des actions limitées en matière d'adaptation au climat. Les activités liées au climat sont souvent décousues et fragmentées, sans approche pangouvernementale. Il y a des cas de duplication des interventions, et d'autres où les agences de mise en œuvre ne sont pas sûres des objectifs d'interventions spécifiques. Les projets ne reflètent pas toujours les priorités les plus urgentes basées sur une évaluation scientifique ou des considérations de coût et peuvent souffrir de défauts de conception et de mise en œuvre. Une étude menée par l'**ISC des Maldives** sur un projet de diversification économique dans le secteur de la pêche a révélé un manque de durabilité du projet, aucun des bénéficiaires n'ayant créé d'entreprise. En examinant un fonds gouvernemental pour la réduction des risques de catastrophes, l'**ISC de Sainte-Lucie**



a constaté qu'aucun système comptable approprié n'était en place et que les instruments financiers utilisés n'étaient pas optimaux pour les risques encourus par Sainte-Lucie. Dans ce cas, l'ISC a reçu le soutien de la Banque mondiale pour élaborer un guide d'audit des fonds destinés à la réduction des risques de catastrophe.

De nombreux projets d'adaptation au climat sont financés par des bailleurs de fonds, ce qui pose des problèmes aux ISC, car leur rôle peut se limiter à la réalisation d'audits financiers de ces projets, plutôt qu'à l'évaluation de leur performance. Dans de tels cas, les gouvernements peuvent être réticents à divulguer des informations sur les projets autres que les données financières. La discussion a mis en évidence le fait qu'il est essentiel que les ISC des PEID soient impliquées dans la responsabilité des projets financés par les bailleurs de fonds et qu'elles réalisent des audits des projets financés par les bailleurs de fonds et les institutions multilatérales de développement. Les donateurs devraient être encouragés à inclure la divulgation des données relatives aux projets et l'obligation pour l'ISC d'auditer les résultats des projets dans les accords de projet signés avec les gouvernements.

La fragmentation des données et des informations sur le climat constitue un sérieux obstacle pour les ISC des PEID, car elle rend difficile l'identification des entités qui devraient être incluses dans le champ d'application d'un audit. Les données produites par les gouvernements sont souvent inexactes et de qualité insuffisante, en raison d'une mauvaise tenue des registres par les entités gouvernementales, de l'absence de rapports sur l'action climatique ou de faiblesses dans les systèmes statistiques, entre autres facteurs. En raison du manque de données nationales accessibles et précises, les ISC doivent souvent se fier aux rapports de la CCNUCC ou d'autres organisations internationales. Cela peut avoir des conséquences sur la qualité et la crédibilité des audits externes. Malgré ces défis, les ISC peuvent également contribuer à créer des attentes claires au sein du gouvernement et des organismes statistiques nationaux quant au type de données climatiques qui devraient être disponibles à l'avenir.

En raison du manque de capacité des gouvernements, les ISC des PEID doivent parfois effectuer des travaux que les entités gouvernementales d'autres pays feraient traditionnellement. Par exemple, l'**ISC des Maldives** a développé une « carte thermique » des données pluviométriques, après avoir examiné les politiques gouvernementales en matière d'approvisionnement en eau douce et les avoir jugées inefficaces. Cependant, il existe également des risques, car les gouvernements peuvent remettre en question la légitimité de l'ISC à opérer au-delà des questions traditionnelles de conformité et de finances.



Les ISC des PEID ont utilisé plusieurs stratégies pour relever ces défis. L'**ISC de Jamaïque** a créé une équipe spécialisée dans la réalisation d'audits sur le changement climatique. Elle s'est également engagée avec des parties prenantes et des experts par le biais de groupes de discussion afin d'aider les auditeurs à corroborer les informations et les preuves qu'ils utilisent dans leurs audits. L'**ISC des Maldives** a utilisé des entretiens avec les bénéficiaires pour évaluer la durabilité du projet de diversification économique mentionné ci-dessus. L'**ISC de Sainte-Lucie** a décidé d'intégrer progressivement des considérations liées au climat dans d'autres audits avant de réaliser un audit complet sur le changement climatique - une approche qui a également été suivie par l'**ISC de Jamaïque**.

Les ISC s'appuient sur des rapports internationaux et des bases de données sur le changement climatique (par exemple, du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou du WGEA de l'INTOSAI) pour soutenir leur travail et combler certaines des lacunes existantes en matière de capacités. Le cadre d'évaluation ClimateScanner de l'INTOSAI, dirigé par l'ISC du Brésil, offre des possibilités de soutenir davantage les ISC des PEID dans leurs audits sur le climat. L'**ISC de Jamaïque**, par exemple, a utilisé le cadre ClimateScanner pour affiner ses lignes d'enquête concernant le changement climatique.

La mise en commun des ressources et de l'expertise peut aider à relever certains des défis auxquels les ISC sont confrontées dans les PEID, mais elle n'est pas sans limites, comme l'illustre le cas de la **CAROSAI**. Par exemple, les déplacements dans les Caraïbes sont longs et coûteux et augmentent considérablement les coûts des ateliers de formation, qui sont souvent au-dessus des moyens du Secrétariat de la CAROSAI. Parfois, l'expertise spécifique n'existe pas dans la région. Les audits coopératifs ont été utilisés par la CAROSAI comme moyen de mettre en commun l'expertise et de soutenir les ISC membres.

Le soutien de la communauté de l'INTOSAI est essentiel pour les ISC des PEID. L'**IDI** a soutenu le développement d'une base de connaissances et de compétences. Les efforts de l'IDI pour renforcer les capacités des ISC en matière de changement climatique par le biais de son audit global sur les mesures d'adaptation au changement climatique (CCAA) ont été appréciés par les ISC en raison de la combinaison de la formation avec le soutien à l'audit et le partage d'informations. A titre d'exemple positif, l'ISC de Sainte-Lucie a mentionné que sa participation à l'initiative passée de l'IDI sur l'audit de la préparation des gouvernements à la mise en œuvre des ODD avait conduit à une meilleure coordination et à un meilleur engagement entre l'ISC et les entités gouvernementales. L'IDI a également partagé





des accords de services aux niveaux régional et mondial (par exemple, pour les spécialistes de la gestion de la qualité des audits).

*Encadré 6. Renforcer la capacité des ISC à contrôler le changement climatique dans les PEID*

En conclusion et en formulant des recommandations pour l'avenir, les ISC participant au panel ont souligné l'importance de garantir un soutien prévisible et à long terme pour la formation et le renforcement des capacités, et de tirer parti de la technologie pour le développement des capacités. Le partage des connaissances et la collaboration entre les ISC des PEID et avec d'autres pays ont été identifiés comme essentiels pour des efforts soutenus de renforcement des capacités.

## Adoption des conclusions et recommandations

Les conclusions et les recommandations ont été discutées et adoptées au cours de la dernière session du Symposium. Les recommandations ont été rédigées par le Secrétariat général de l'INTOSAI et le DAES de l'ONU, la présidence de l'INTOSAI et la présidence technique du Symposium (ISC de Finlande).

## Conclusions

A. À la lumière des défis mondiaux urgents et complexes posés par le changement climatique, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable (ODD) 13, qui appelle à une action urgente pour lutter contre le changement climatique et ses impacts, en fournissant des évaluations indépendantes et objectives de l'action nationale en matière de climat ;

B. Soulignant la contribution précieuse des ISC au respect des engagements pris dans le cadre des accords mondiaux sur le climat grâce à leurs audits indépendants des actions nationales en matière de climat et à la promotion d'une surveillance, d'une responsabilité et d'une transparence efficaces dans le cadre des efforts de lutte contre le changement climatique ;



C. Rappelant que l'urgence d'une action significative des nations et de la communauté internationale pour lutter contre le changement climatique et remédier à ses impacts sur l'environnement, la société et l'économie a été clairement énoncée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; et que la nécessité d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques a été soulignée encore davantage depuis lors ;

Les participants au Symposium sur « La mise en œuvre de l'ODD 13 sur l'action climatique : rôle, contribution et expérience des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) » ont examiné de manière approfondie la manière dont les expériences des ISC dans la réalisation d'audits indépendants liés au climat sur les politiques, la gouvernance et l'emploi des fonds publics contribuent au renforcement de l'action climatique.

Dans le détail, ils ont développé les points suivants

- Pratiques des ISC dans l'audit de l'impact du changement climatique.
- Conditions favorables pour auditer l'action climatique.
- Renforcer l'action climatique – audits des impacts du changement climatique.

## Recommandations

À l'issue de leurs discussions intensives, les participants au Symposium :

1. Soulignent que les Résolutions des Nations Unies<sup>4</sup> reconnaissent le rôle important des ISC dans la promotion d'une plus grande efficacité, responsabilité, efficacité et transparence de l'administration publique et de l'emploi des fonds publics ;
2. Mettent l'accent sur le fait que le changement climatique est l'une des questions les plus urgentes et les plus complexes auxquelles sont confrontés les gouvernements nationaux aujourd'hui, avec des risques importants pour les budgets publics, et que les ISC jouent un rôle clé dans l'appui d'une action climatique nationale rentable et ayant un impact ;

---

<sup>4</sup> Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies A/66/209 (22 déc. 2011) et A/69/228 (19 déc. 2014).



3. Soulignent la contribution essentielle que les ISC peuvent apporter à la réalisation de l'ODD 13 et du Programme 2030, en évaluant la façon dont les gouvernements agissent face aux engagements nationaux pris dans le cadre des instruments internationaux, y compris la CCNUCC et l'accord de Paris, ainsi qu'en évaluant si les stratégies, politiques, programmes et mesures de mise en œuvre nationaux ont été efficaces, durables et solides, et mettent l'accent sur le fait que des ISC compétentes, dotées de ressources suffisantes et indépendantes peuvent examiner efficacement la performance des gouvernements, identifier les défis et fournir des informations précieuses pour une prise de décision éclairée sur le changement climatique ;
4. Mettent l'accent sur le fait que les ISC ne peuvent s'acquitter convenablement de ces responsabilités importantes et montrer l'exemple en faisant progresser la durabilité environnementale des ISC que si elles peuvent exercer leur mandat en toute indépendance, avec des ressources adéquates et un bon accès aux informations et données nécessaires ;
5. Soulignent l'importance de la bonne gouvernance dans le domaine des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, qui fournit les institutions et les espaces nécessaires en vue d'établir une orientation générale du développement, fixer des objectifs, coordonner des actions et à mettre en place des réglementations aux niveaux national et infranational. Les ISC devraient assurer la responsabilité de rendre compte des progrès accomplis et de tirer les leçons des échecs ;
6. Reconnaissent que les régions et les pays sont confrontés à différents contextes, défis et vulnérabilités et qu'ils ont des priorités différentes en ce qui concerne l'action climatique nationale, et que les ISC doivent développer des capacités qui répondent aux priorités nationales qui soutiennent les gouvernements pour faire progresser l'action climatique, y compris par l'évaluation de la performance des programmes et des politiques ;
7. Encouragent les ISC à prioriser dans leur travail d'audit le contrôle des mesures d'adaptation ainsi que des activités à fortes émissions de gaz à effet de serre et leurs effets sur la résilience climatique dans le secteur de l'énergie, ainsi que les initiatives de transition énergétique, qui doivent être justes et inclusives, en reconnaissant la nature spécifique des questions environnementales dans les pays producteurs de pétrole et de gaz ;



8. Reconnaissent que les petits États insulaires en développement (PEID) sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique et encouragent les ISC des PEID à donner la priorité aux audits liés au climat, tout en reconnaissant les défis spécifiques auxquels elles sont confrontées pour entreprendre des évaluations complètes des actions nationales en matière de climat ;
9. Soulignent que les ISC des PEID ne peuvent s'acquitter de leurs responsabilités en matière d'audit de l'action climatique nationale que si elles peuvent exercer leur mandat de manière indépendante, en disposant de cadres juridiques, de ressources, de capacités et d'un accès à l'information et aux données adéquats, et avec le soutien de la communauté mondiale des ISC et les bailleurs de fonds, notamment par le biais d'initiatives de renforcement des capacités ;
10. Reconnaissent que l'INTOSAI, ses organes, ses groupes régionaux et ses ISC membres ont mis au point un large éventail de méthodologies, d'outils et de pratiques pour auditer l'action climatique nationale, et reconnaître le soutien apporté aux ISC par l'Initiative de développement de l'INTOSAI, le Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale et la Cour fédérale des comptes du Brésil afin de renforcer leurs capacités internes à réaliser des audits et des évaluations liés au climat, en particulier dans l'ensemble des pays du Sud et en mettant l'accent sur l'adaptation au climat et l'atténuation ;
11. Saluent l'Initiative de développement de l'INTOSAI et la Cour fédérale des comptes du Brésil pour qu'elles continuent à échanger des informations sur leurs programmes respectifs sur le changement climatique dans le cadre du Groupe de travail sur la vérification environnementale, en vue de maximiser les synergies entre les initiatives existantes dans ce domaine ;
12. Encouragent les ISC à continuer à mettre l'accent sur le changement climatique et l'impact qu'il a sur la stabilité des finances publiques dans leurs plans d'audit annuels, intégrer les aspects liés au changement climatique dans tous les types d'audit, le cas échéant, ainsi qu'à investir dans le renforcement des connaissances et des capacités internes sur les audits liés au climat, notamment en participant aux initiatives internationales existantes au sein de l'INTOSAI ;



13. Encouragent les ISC pour qu'elles identifient les lacunes critiques dans la disponibilité des données, le manque de mesures normalisées pour évaluer l'impact du changement climatique et les informations sur l'action nationale en matière de climat, et qu'elles partagent les informations et les pratiques dans ce domaine ;
14. Soulignent le potentiel du cadre ClimateScanner en tant qu'outil permettant de renforcer les capacités des ISC à superviser les actions des gouvernements en matière de lutte contre le changement climatique et à identifier systématiquement l'état d'avancement des actions nationales en matière de climat, les sources d'information et les lacunes en matière de données ;
15. Encouragent les ISC à évaluer l'efficacité des dispositions institutionnelles et de la gouvernance globale en matière d'action climatique, notamment en ce qui concerne la cohérence et la coordination horizontales et verticales, la planification à long terme, la mise en œuvre, le suivi, les rapports et l'engagement des parties prenantes, et également en intégrant le principe de « Ne laisser personne de côté » pour prendre en compte l'impact des programmes et des politiques climatiques des gouvernements sur les groupes vulnérables et marginalisés ;
16. Encouragent les ISC à être attentives aux effets distributifs des politiques climatiques qui affectent l'acceptabilité de ces mesures par le public, y compris leurs effets potentiels sur l'exacerbation des inégalités ;
17. Soulignent l'importance de prendre en compte et d'utiliser des outils permettant de reconnaître l'ensemble des charges et des produits lors de l'évaluation de l'action des gouvernements en matière de changement climatique, y compris les subventions et les dépenses fiscales ainsi que les dépenses susceptibles de contrecarrer l'action en faveur du climat ;
18. Soulignent l'importance de l'adoption de cadres comptables appropriés pour la divulgation des risques liés au climat et l'établissement de rapports par les gouvernements, et que les ISC joueront de plus en plus un rôle clé dans la fourniture d'une assurance sur les rapports de durabilité des entités gouvernementales ;



19. Encouragent les ISC à s'appuyer sur leurs expériences pour tirer parti de l'utilisation des nouvelles technologies et des nouveaux outils et adopter des méthodes de travail agiles pour la collecte de données, l'analyse et les rapports afin d'améliorer l'impact et la visibilité des audits liés au climat ;
20. Mettent l'accent sur le fait qu'une communication claire et cohérente et l'engagement avec les parties prenantes et le grand public est un facteur important pour accroître l'impact des audits de l'action nationale en matière de climat, notamment en déclenchant des discussions politiques et une réaction rapide de la part des entités auditées ;
21. Encouragent la collaboration et le partage des connaissances entre les ISC, sur les audits du changement climatique par le biais des Organisations régionales et sous-régionales de l'INTOSAI et de la coopération bilatérale, y compris pour les audits collaboratifs, afin de sensibiliser et de partager les résultats du travail des ISC dans ce domaine, de favoriser l'innovation et de contribuer mutuellement au renforcement des compétences et des capacités à auditer le changement climatique ;
22. Soulignent l'importance de poursuivre la coopération fructueuse entre les ISC et les Nations Unies<sup>5</sup> ainsi qu'avec d'autres partenaires extérieurs, notamment par l'échange des leçons tirées des audits liés au climat et des audits coopératifs, en vue de sensibiliser la communauté internationale au travail des ISC sur le changement climatique et de bien vouloir informer, le cas échéant, les processus internationaux pertinents.

---

<sup>5</sup> Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/69/327 (6 oct. 2015)



## Annexes

- **Ordre du jour**

**Mardi 16 avril 2024**

### Allocutions d'ouverture

Présidence technique : ISC de Finlande

1. Ouverture	Margit Kraker, Secrétaire générale de l'INTOSAI
	Bruno Dantas, Président du Comité directeur de l'INTOSAI
	Li Junhua, Secrétaire générale adjointe au développement économique, DAES de l'ONU

### Sous-thème 1 – Panel 1

#### Pratiques des ISC en matière d'audit de l'impact du changement climatique

Animation : DAES de l'ONU

Déclaration principale : Klaus-Heiner Lehne, Cour des comptes européenne

2. L'impact du changement climatique sur l'audit des institutions financières en Chine	ISC de Chine
3. Planification de l'adaptation au changement climatique en Croatie	ISC de Croatie
4. Audit de la production de riz en vue de l'audit du plan national d'adaptation à Madagascar	ISC de Madagascar
Débat (Commentaire principal : ISC d'Autriche)	

### Sous-thème 1 – Panel 2

#### Pratiques des ISC en matière d'audit de l'impact du changement climatique

Animation : IDI

5. L'adaptation au changement climatique en France : le rôle de la Cour des comptes	ISC de France
6. Audit des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique en Inde	ISC d'Inde
7. Les pratiques de l'ISC d'Irak dans l'audit de l'impact du changement climatique résultant des opérations d'extraction pétrolière et de la production de combustibles fossiles	ISC d'Irak
8. Le rôle de l'ISC d'Angola dans la réalisation de l'ODD 13 – Action pour le climat	ISC d'Angola



9. Audit réalisé par le Bureau de l'Auditeur général de Somalie : Évaluation de l'intervention de la République fédérale de Somalie dans la lutte contre les inondations et la sécheresse	ISC de Somalie
Débat (Commentaire principal : ISC Estonie)	

### Sous-thème 1 – Panel 3

#### Pratiques des ISC en matière d'audit de l'impact du changement climatique

Animation : Cour des comptes européenne

10. Contrôler l'activité sur le changement climatique avec une perspective citoyenne. Une expérience réussie	ISC du Paraguay
11. Auditer l'approche du gouvernement en matière de changement climatique - une perspective de la Cour des comptes britannique (National Audit Office)	ISC du Royaume-Uni
12. Auditer le changement climatique / la transition énergétique	ISC d'Indonésie
13. Auditer la désertification dans le contexte du changement climatique - un point de vue de la Cour des comptes portugaise	ISC du Portugal
Débat (Commentaire principal : ISC Maroc)	

Mercredi 17 avril 2024

### Sous-thème 2

#### Créer les conditions pour l'audit de l'action climatique

Animation : ISC du Kenya

14. Adopter une approche d'audit de la mise en œuvre des ODD pour les actions d'adaptation au climat	IDI
15. « ClimateScanner » : les institutions d'audit comme acteurs clés pour catalyser le financement et les politiques climatiques	ISC du Brésil
16. Permettre l'audit de l'action climatique en pérennisant la gouvernance publique	ISC des Pays-Bas
17. Créer des conditions favorables pour auditer l'action climatique	ISC d'Égypte
18. Budgétisation verte : une base solide pour auditer l'action climatique..., toutefois le gouvernement allemand est encore réticent à l'égard de la transparence	ISC d'Allemagne
Débat (Commentaire principal : ISC de Thaïlande)	





### Panel spécial

#### Auditer l'action nationale en faveur du climat dans les petits États insulaires en développement (PEID)

Animation : DAES de l'ONU

19 – 22.	L'audit de l'action climatique nationale dans les petits États insulaires en développement	ISC de la Jamaïque ISC des Maldives ISC Saint-Kitts-et-Nevis ISC de Sainte-Lucie
----------	--	---

### Sous-thème 3

#### Renforcer l'action climatique - Impacts des audits sur le changement climatique

Animation : ISC d'Indonésie

23.	Adaptation au changement climatique : l'élaboration des politiques et la contribution de la Cour des comptes nationale bulgare	ISC de Bulgarie
24.	Activités d'audit du changement climatique et impacts au Canada	ISC du Canada
25.	Audits sur le changement climatique : une valeur ajoutée grâce à la prévoyance et à l'obligation de rendre compte	Cour des comptes européenne
26.	Zoom sur les dépenses publiques et la performance des ODD pour auditer l'action climatique au Pérou	ISC du Pérou
27.	Vers des audits plus percutants sur l'action climatique - thèmes clés et facteurs de réussite	ISC de Finlande
28.	« L'éco-blanchiment » : légalement vert ou vêtu de vert ?	ISC de Lituanie
	Débat (Commentaire principal : ISC d'Israël)	

Jeudi 18 avril 2024

#### Discours d'ouverture, résultats et clôture

29.	Présentation du projet de résultat du Symposium et débat	Tous les participants
	Discours d'ouverture	Åsa Persson, PhD, Directrice de recherche et Directrice adjointe, Institut de l'environnement de Stockholm et Professeur adjoint, Université de Linköping
	Clôture du symposium	Margit Kraker, Secrétaire générale de l'INTOSAI David Le Blanc, DAES de l'ONU



- **Animateurs et présentateurs**

ISC   Organisation	Nom	Fonction
Angola	M. Fausto de Carvalho Simões	Juge-conseiller
Autriche	Mme Margit Kraker	Secrétaire générale de l'INTOSAI, Président
Autriche	Mme Silke Steiner	Directrice, Secrétariat général de l'INTOSAI
Brésil	M. Bruno Dantas	Président, Président du Comité directeur de l'INTOSAI
Bulgarie	Mme Eva Galabinova	Experte en chef, Direction des audits de performance
Bulgarie	Mme Detelina Hadjieva	Expert en chef, Direction des audits de performance
Canada	Mme Kimberley Leach	Directrice
Chine	Mme Liyun LIU	Directrice générale
Croatie	M. Ivan Klešić	Auditeur général
Croatie	Mme Silvija Dorotić	Chef du département d'audit de performance
Égypte	Mme Dalia Essam	Chef du groupe d'audit
Estonie	M. Janar Holm	Auditeur général
Cour des comptes européenne	M. Klaus-Heiner Lehne	Membre
Cour des comptes européenne	M. Nikolaos Millionis	Membre
Cour des comptes européenne	M. Mariusz Pomienski	Directeur
France	M. Paul Serre	Président de la Chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine
Allemagne	M. Thomas Schmidt-Wegner	Chef de l'unité d'audit
IDI	Mme Archana Shirsat	Directrice générale adjointe
Inde	M. S. Alok	Directeur général
Indonésie	Mme Isma Yatun	Présidente
Indonésie	M. Edward Simanjuntak	Conseiller du conseil d'administration
Irak	M. Qayssar Ghazi Alsaedi	Vice-président, Directeur général
Israël	Mme Revital Goldshmid	Responsable de l'audit



ISC   Organisation	Nom	Fonction
Fidji	M. Esala Niubalavu	Auditeur général adjoint faisant fonction
Finlande	Mme Vivi Niemenmaa	Cheffe du Secrétariat du WGEA
Jamaïque	Mme Pamela Monroe-Ellis	Auditeur général
Kenya	Mme Nancy Gathungu	Auditeur général
Lituanie	M. Mindaugas Macijauskas	Auditeur général
Madagascar	M. Jean De Dieu Rakotondramihamina	Premier président
Maldives	M. Hussain Niyazi	Auditeur général
Mexique	M. David Rogelio Colmenares Páramo	Auditeur principal
Maroc	M. Mohammed Diyer	Président de la Chambre
Pays-Bas	M. P.J. (Pieter) Duisenberg	Président
Paraguay	M. Camilo Benítez	Contrôleur général
Pérou	M. Nelson Shack	Contrôleur général
Portugal	M. Pedro Fonseca	Chef du service d'audit
Somalie	M. Ahmed Isse Gutale	Auditeur général
Saint-Kitts-et-Nevis	Mme Carla Pike	Directrice
Sainte-Lucie	Mme Yvonne James	Directrice
Institut de l'environnement de Stockholm	Mme Åsa Persson	Directrice de recherche et directrice adjointe de l'Institut de l'environnement de Stockholm et professeure adjointe à l'université de Linköping
Thaïlande	M. Sutthi Suntharanurak	Directeur
Royaume-Uni	M. Daniel Lambauer	Directeur exécutif
Nations Unies	M. Li Junhua	Secrétaire général adjoint des Nations Unies
DAES de l'ONU	Mme Aránzazu Guillán Montero	Administratrice principale
DAES de l'ONU	M. David Le Blanc	Chef de service



- **Participants inscrits**

**Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC)**

Afrique du Sud	Estonie	Ouganda
Albanie	États-Unis d'Amérique	Paraguay
Allemagne	Finlande	Pays-Bas
Andorre	France	Pérou
Angola	Géorgie	Pologne
Antigua et Barbuda	Grèce	Porto Rico
Arabie Saoudite	Inde	Portugal
Arménie	Indonésie	République tchèque
Autriche	Irak	Roumanie
Bahreïn	Irlande	Royaume-Uni
Belgique	Israël	Russie
Bosnie et Herzégovine	Jamaïque	Saint-Kitts-et-Nevis
Brésil	Japon	Sainte-Lucie
Bulgarie	Kazakhstan	Sénégal
Cameroun	Kenya	Serbie
Canada	Koweït	Slovaquie
Chine	Lesotho	Slovénie
Chypre	Lituanie	Somalie
Congo, Dem. Dém.	Macédoine du Nord	Suède
Côte d'Ivoire	Madagascar	Thaïlande
Cour des comptes européenne	Malaisie	Türkiye
Croatie	Maldives	Uruguay
DAES de l'ONU	Malte	Venezuela
Danemark	Maroc	Vietnam
EAU	Moldavie	Yémen
Égypte	Monténégro	Zimbabwe
Erythrée	Norvège	
	Oman	

**Organisations**

Cour des comptes européenne (CCE)  
DAES de l'ONU  
Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale (WGEA)  
Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)